VSD

OFFENSIVE EN LIBYE JUSQU'OÙ ?

SHOCKING ! LEUR MARIAGE EN DANGER

Portrait de l'illuminé qui veut gâcher la fête de Kate et William

ILS VIVENT À L'OMBRE DU NUCLÉAIRE

Loiret, Normandie... Reportage

Exclusif

ASNIÈRES GENNEVILLIERS AU CŒUR DE LA GUERRE DES CITÉS

BEL : 2,80 € - CH : 5,50 FS - CAN : 8 $C - A : 3,60 € - D : 3,70 € - ESP : 3,20 € - GR : 3,20 € - ITA : 3,20 € - LUX : 2,80 € - NL : 3,30 € - PORT CONT : 3,20 € - DOM : AVION : 4 € - MAROC : 30 DH - TUNISIE : 4,200 TND - ZONE SFA AVION : 3,3 € (*) - TOM : 2,5 € AVION : 3,8 € (*)

GROUPE PRISMA PRESSE

T 01713 - 1752 - F: 2,50 €

VSD.FR 2,50€ N° 1752 - DU 24 AU 30 MARS 2011

DE POMPIDOU À SARKOZY, QUATRE DÉCENNIES D'AMOUR CONTRARIÉ ENTRE LA PATRIE DES DROITS DE L'HOMME ET LE RÉGIME DE TRIPOLI

Attentat meurtrier *Désert du Ténéré, au Niger, 29 septembre 1989. Après le décollage du vol UT-772, à Brazzaville, un bagage piégé explose dans une soute. Il n'y aura aucun survivant parmi les 170 passagers et les membres d'équipage.*

Cécilia, une diplomate très spéciale *En juillet 2007, première victoire diplomatique pour Nicolas Sarkozy et Cécilia, son épouse d'alors : la libération des infirmières bulgares. Un succès qui soulève aujourd'hui beaucoup de questions.*

Quarante-deux ans d'une histoire sentimentale souvent contrariée, mais jamais ennuyeuse. Ainsi pourrait-on résumer le lien si particulier qui unit le pays des droits de l'homme au régime du colonel Muammar Kadhafi. Lorsque celui-ci prend le pouvoir par un coup d'État en 1969, la France de Georges Pompidou s'empresse d'aller lui proposer des Mirage F1, derniers bijoux des usines Dassault, dont certains sont encore en service aujourd'hui. Tripoli en achètera plus d'une centaine, avec d'autres équipements militaires, provoquant la colère des États-Unis et, surtout, d'Israël, à qui la France refusait de vendre des armes depuis la guerre des Six-Jours.

Ce qui n'empêche pas le jeune et séduisant Guide de la révolution d'être reçu avec les honneurs à Paris, en 1973, par le président Pompidou. Par la suite, tous les présidents français entretiendront des relations complexes – oscillant entre amour éternel et méchants bruits de bottes, entre jeu de séduction et guerre des nerfs – avec l'homme fort de Tripoli. Des relations si compliquées qu'elles en bousculent profondément les clivages politiques.

Alors que, début 1981, Giscard aurait accepté l'idée d'un attentat contre Kadhafi, conjointement avec la CIA, son successeur à l'Élysée devra batailler

Un accueil prometteur
En 1973, première visite officielle du jeune colonel Kadhafi à Paris. Des sourires, et, en coulisse, des contrats d'armement.

plusieurs années au sujet du Tchad, pays que le bouillant colonel rêve de mettre sous sa botte. Pour éviter la guerre, Roland Dumas se rend plusieurs fois à Tripoli et parvient à organiser une rencontre Mitterrand-Kadhafi en 1984, en Crète. En vain. Deux ans plus tard, les Américains décident de bombarder le QG de Kadhafi à Tripoli. L'intervention de l'ex-chef de la diplomatie française auprès de Mitterrand retarde l'opération d'une douzaine d'heures, permettant au Guide de se mettre à l'abri. Mais quand, la même année, les Libyens franchissent le 16e parallèle pour attaquer le Tchad, la France déclenche le plan Épervier. Les bases aériennes de Kadhafi sont attaquées depuis le Tchad et la République centrafricaine. En 1987, un Tupolev libyen est abattu par l'artillerie française alors qu'il bombardait la capitale tchadienne.

54 morts français dans l'attentat contre le DC-10 d'UTA

Pour certains, ce revers militaire est à l'origine des plus fortes représailles contre la France : l'attentat visant le DC-10 d'UTA. Le 19 septembre 1989, l'appareil reliant N'Djamena à Paris, via Brazzaville, est détruit en vol par l'explosion d'un bagage piégé. Bilan : 170 morts dont 54 de nos compatriotes. Ce qui en fait l'attentat le plus meurtrier de l'histoire moderne contre la France – avec l'attaque du QG des Casques bleus à Beyrouth, en 1983. Guillaume Denoix de Saint-Marc a perdu son père dans la catastrophe. Depuis vingt-deux ans, il se bat pour que justice soit rendue dans cette affaire. Côté français, Abdallah Senoussi, propre beau-frère de Kadhafi (lire encadré), et cinq autres membres des services secrets libyens sont condamnés (par contumace) à la perpétuité, en 1999. Denoix de Saint-Marc, 47 ans, dirige à plein temps l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT). C'est lui qui a négocié personnellement avec l'un des fils du dictateur, Saïf al-Islam Kadhafi, le versement en 2004 de 1 million de dollars à chacune des familles des 170 victimes du crash. À ce titre, il a été un témoin privilégié des parades nuptiales entre Paris et Tripoli : « J'ai compris très tôt que notre affaire gênait des intérêts économiques, dit-il. En 2003, avant même la levée de l'embargo international, j'ai été invité par la chambre de commerce franco-libyenne à Paris. Il y avait des vendeurs d'armes comme Dassault, mais aussi des gens du BTP, de la pétrochimie. Un monsieur, que j'ai d'ailleurs revu plus tard à Tripoli chez l'ambassadeur, m'a fait comprendre qu'il fallait négocier parce que "le train était déjà en marche". Et puis la société Total n'avait-elle pas organisé, dès 2002, une exposition des peintures… du fils de Kadhafi ? » Un « train » qui s'est soldé par le voyage officiel de Chirac à Tripoli en 2004 et, surtout, par la visite spectaculaire du dictateur à Paris, en décembre 2007. Un voyage controversé à l'issue duquel le gouvernement avait annoncé fièrement la vente imminente de quatorze Rafale (jamais réalisée), la signature de contrats nucléaires et la création de cinquante mille emplois nouveaux en France. « Tout cela nous a beaucoup perturbés, poursuit Guillaume Denoix de Saint-Marc. Même si le président nous a reçus à l'Élysée, en pleine visite officielle. »

À Tripoli, dans le cadre des discussions sur les indemnisations, Saint-Marc en a vu de toutes les couleurs : « On a tout entendu. D'abord, les Libyens ont négocié pour les Occidentaux, mais ils refusaient de payer pour les quatre-vingt-dix-neuf Africains morts dans l'attentat. Ensuite, il a été envisagé que nous serrions la main aux terroristes ou qu'on rende un hommage aux pilotes libyens tués par la France au Tchad en 1987. Il n'en était pas question. On nous a même proposé de liquider les cinq autres membres des services secrets accusés dans l'affaire UTA, en échange de l'abandon des poursuites contre leur chef, Abdallah Senoussi. »

Et, derrière les négociations, il y a, évidemment, des affaires de gros sous. Dans *Armes de corruption massive. Secrets et combines des marchands de canons* (La Découverte), le journaliste Jean Guisnel, grand spécialiste des questions militaires, consacre un chapitre entier aux ballets polico-industriels français à Tripoli depuis dix ans. On y parle beaucoup de Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la Défense, et de son compagnon Patrick Ollier, très impliqué dans les affaires franco-libyennes, ainsi que du mystérieux businessman Ziad Takieddine, dont le nom est souvent cité dans l'enquête sur les ventes d'armes aux Pakistan et l'attentat de Karachi (voir *VSD* n° 1751).

Ces éléments seraient-ils à mettre en parallèle avec les déclarations de la télévision officielle libyenne, puis du fils du dictateur, Saif al-Islam Kadhafi, qui affirme que le régime libyen a financé la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 ? Seule certitude, cette proximité avec Tripoli nous a permis d'obtenir un contrat de vente de missiles et un autre de rénovation des vieux Mirage de Kadhafi. ■

PHOTOS : AFP – RABILOO/ABACA

Abdallah Senoussi

Que faire du « boucher » de Tripoli ?

Le général Senoussi, beau-frère de Kadhafi, condamné par contumace dans l'affaire UTA, a-t-il négocié la libération des infirmières ?

Officiellement en disgrâce, il a longtemps été l'un des hommes les plus puissants du régime et sans doute sa figure la plus sanguinaire. Il a aussi été l'un des personnages clés, via le sulfureux homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, du rapprochement entre Paris et Tripoli depuis presque une dizaine d'années. Beau-frère de Kadhafi, le général Abdallah Senoussi est longtemps resté le puissant patron des services secrets et des forces spéciales libyennes, avant d'être limogé le 28 février dernier. Pour qu'il soit mieux protégé ? Mystère. On ignore depuis ce qu'est devenu ce membre éminent du clan au pouvoir, et les fonctions qu'il pourrait occuper dans l'ombre. La télé libyenne prétend que le Guide lui reprochait d'avoir déclenché les premières émeutes à Benghazi, mi-février, après l'arrestation par un commando, dirigé par Senoussi en personne, d'un avocat qui enquêtait sur un massacre commis dans la prison de Bouslim en 1996. En deux heures, pas moins de 1200 prisonniers politiques avaient été fusillés lors d'une mutinerie, sur ordre de Senoussi. Mais il est aussi l'un des principaux responsables de la répression depuis le début de l'insurrection, notamment dans Benghazi.

Déclaré par les médias officiels « mourant d'une leucémie » depuis plusieurs années, Senoussi était apparu en 2005, en pleine forme, accompagnant Kadhafi lors d'une visite à Alger. Paris avait fait part de son mécontentement au gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika pour avoir accueilli cet homme visé par un mandat d'arrêt international qui court jusqu'en 2019. Car Abdallah Senoussi a été l'accusé numéro un, avec cinq autres agents libyens, dans l'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA en 1989. D'après la justice française, c'est lui qui aurait supervisé l'opération, qui a consisté à introduire dans l'avion une valise bourrée d'explosif lors de l'escale du vol UT-772 à Brazzaville.

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par contumace, en 1999, par la cour d'assises spéciale de Paris pour avoir organisé l'attentat – sur ordre de Kadhafi –, Senoussi ne peut, théoriquement, plus quitter la Libye. Son cas est au cœur de toutes les discussions bilatérales franco-libyennes depuis plusieurs années. Quant à son rôle (que beaucoup disent central) dans la libération des infirmières bulgares en 2007, puis dans l'ouverture de certains marchés militaires libyens à la France, c'est tout aussi mystérieux. « Je sais que c'est l'un des piliers du régime, reconnaît Guillaume Denoix de Saint-Marc. Rien d'important ne peut se faire sans lui, mais je ne peux pas croire que notre pays ait pu négocier directement avec Senoussi, alors que ce terroriste devrait être en prison à vie pour avoir ordonné la mort de cinquante-quatre Français, dont celle de mon père. Mais comme nous sommes face à la raison d'État et à des lobbies économiques surpuissants, disons qu'il y a des choses que je préfère ne pas savoir. » ■ S.t B.